

**Communauté
de communes
Vère Grésigne
Pays salvagnacois**

Nombre de membres			
Afférents au conseil : 41			
En exercice : 41			
Présents ou représentés	Procurations	Absents	Votants
33	0	8	33

Vote pour : 33
Vote contre : 0
Abstention : 0

Date de la convocation : 4 mai 2015
Date d'affichage : 4 mai 2015

Séance du lundi 11 mai 2015

L'an deux mille quinze, le lundi onze mai à dix-sept heures, les membres de la communauté de Communes Vère Grésigne - Pays salvagnacois, régulièrement convoqués, se sont réunis, au nombre prescrit par la loi, à la mairie de Castelnau de Montmiral, sous la présidence de Monsieur Paul SALVADOR, Président de la Communauté de Communes.

Membres présents ou représentés : Julienne AUREL, Patrick MONTELS, Jacques BROS, Michel BONNET, Ernest GIORGIUTTI, Karine BERTRAND, Catherine ESQUEVIN, Paul SALVADOR, Laurence GEDDES, Frédéric BOSC, Christian MALET, Pierre DANGLES, Caroline BREUILLARD, Alain LAPORTE, Christian LONQUEU, Bernard AUDARD, Michel DESMARS, Claude GENIEY représenté par René CASTEX, Ludovic RAU, Serge ROUQUETTE, Claude LABRANQUE, Christian JEANJEAN, Françoise BARTHES représentée par Lucette ROUTABOUL, Jean MURCIA, Annick PIEUX, Bernard EGUILUZ, Jean-Claude BOURGEADE, Guy PENDARIES, Jérôme ALBENGE représenté par Marie-Claire MATE, Bernard MIRAMOND, Roland BALARAN, Yves RAYMOND, Michel BUFFEL représenté par Marie GRANEL

Membres absents avant donné procuration :

Membres absents/excusés : Nathalie PHILIPPE, Guy PONS, Louis TORRIJOS, Georges PAULIN, Olivier LECOMTE, Christel LAGARRIGUE, Candie GERMA-LOUBET, Francis PRADIER

Secrétaire de séance : Michel BONNET

Délibération n° : 2/11.05.2015

OBJET de la DELIBERATION : Institution du Droit de Prémption Urbain (DPU)

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 211-1 et suivants et R 211-1 et suivants,
Considérant la compétence de la communauté de communes en matière de plan local d'urbanisme, emportant de plein droit la compétence en matière de droit de prémption urbain,
Considérant qu'il est de l'intérêt de la communauté de communes de pouvoir constituer des réserves foncières qui recevront, à terme, des opérations destinées à favoriser son développement, ou toutes actions spécifiques entrant dans le cadre des actions définies à l'article L300-1 du code de l'urbanisme,
Considérant la délibération du conseil de communauté en date du 30 septembre 2014 qui a instauré le droit de prémption urbain sur une partie du territoire intercommunal, qu'il convient de compléter suite à l'approbation de la révision de la carte communale de Montgaillard,
Considérant que la communauté de communes peut instituer par délibération le droit de prémption urbain dans un ou plusieurs périmètres délimités par la carte en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement pour les communes dotées d'une carte communale,

Monsieur le Président propose au conseil communautaire d'instituer le droit de prémption sur la commune de Montgaillard, dotée d'une carte communale dans les périmètres et pour les réalisations suivantes :

- Parcelle A 190 : création d'un équipement public
- Parcelles A 819 et A 820 : extension d'un espace public

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- Décide d'instituer le droit de prémption sur les périmètres joints en annexe de la carte communale de Montgaillard pour la réalisation d'équipements et d'espaces publics
- Précise que le droit de prémption urbain institué par la présente délibération entrera en vigueur après l'accomplissement des formalités de publicité prévues aux articles R211-2 et R211-3 du code de l'urbanisme
- Charge Monsieur le Président d'effectuer les démarches nécessaires à l'institution de ce droit :
 - o affichage de cette délibération pendant un mois au siège de la communauté de communes,
 - o publicité dans 2 journaux diffusés dans le département.
- Fera diffuser une copie de cette délibération et du ou des plans :
 - o Au directeur départemental des services fiscaux
 - o Au conseil supérieur du notariat
 - o A la chambre départementale des notaires
 - o Au barreau constitué près le tribunal de grande instance d'Albi
 - o Au greffe du tribunal de grande instance d'Albi
 - o A la Préfecture du Tarn



Le Président,
Paul SALVADOR
Communauté de Communes Vère Grésigne
Pays Salvagnacois
81140 CASTELNAU DE MONTMIRAL

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de Toulouse. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1633bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.

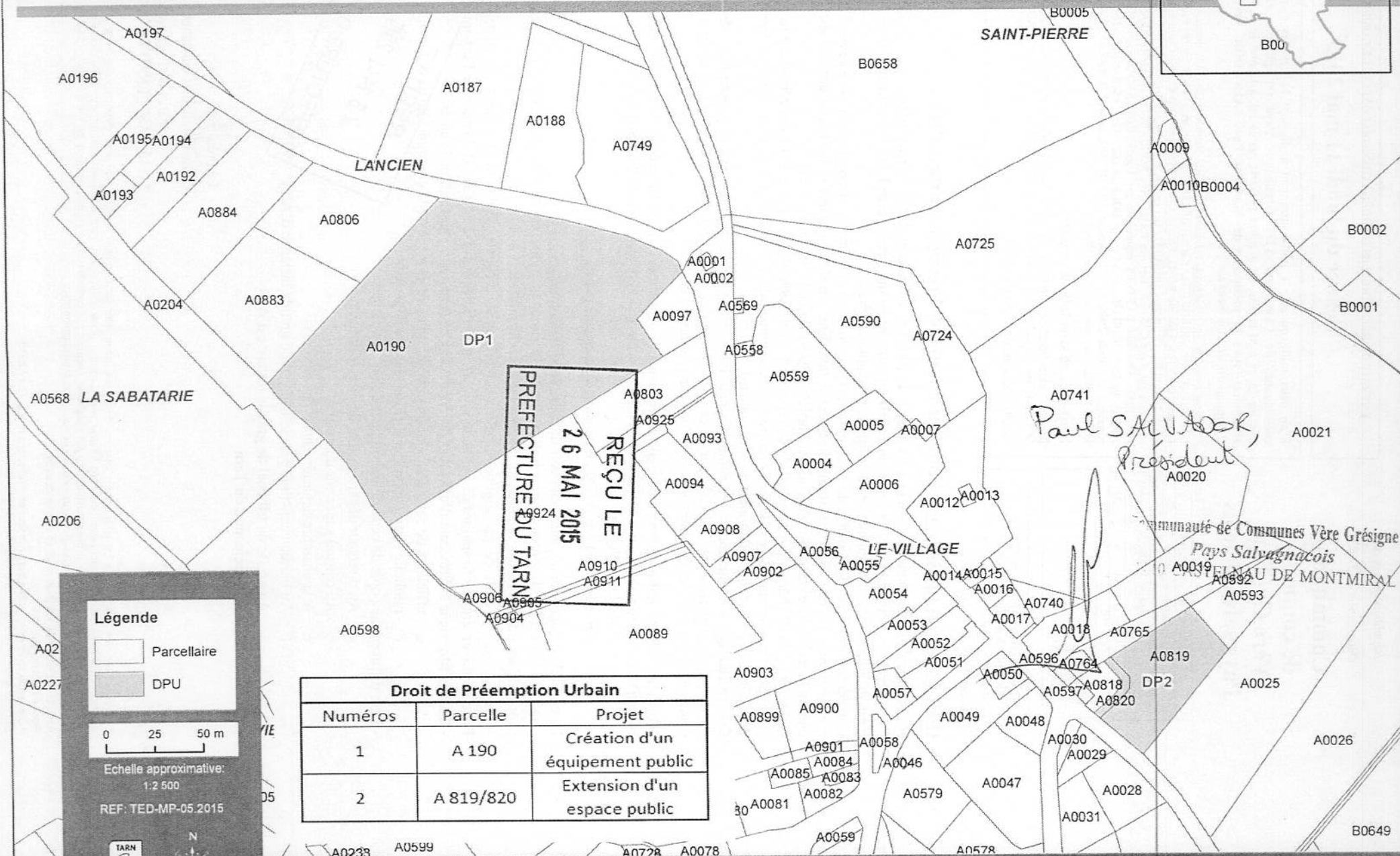
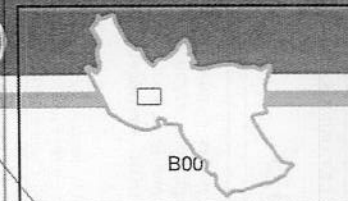
Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme

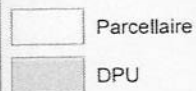
Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 16/05/2015

Et publication ou notification du 16/05/2015

Droit de Préemption Intercommunal - Commune de Montgaillard (délibération du 11 Mai 2015)



Légende



0 25 50 m

Echelle approximative:
1:2 500

REF: TED-MP-05.2015



Droit de Préemption Urbain

Numéros	Parcelle	Projet
1	A 190	Création d'un équipement public
2	A 819/820	Extension d'un espace public